



## CTL DU 21 JANVIER 2021

Monsieur le président,

Nous sommes à nouveau réunis, pour discuter du volume des suppressions d'emplois 2021 dans notre direction locale.

Discuter, c'est un bien grand mot quand on sait que tout est déjà décidé, entériné même, et qu'il n'y a cette fois-ci encore aucune marge de manœuvre. Ainsi va le dialogue social institutionnel depuis de nombreuses années à la DGFIP...

C'est encore 1 800 suppressions de postes qui ont été annoncées à la DGFIP pour 2021, portant ainsi à près de 41 500 les destructions d'emplois dans notre Direction Nationale depuis 2002. Pour les Yvelines, 92 emplois sont encore visés pour cet exercice. Voilà donc comment les agents des finances publiques sont récompensés pour leur travail et leur engagement. Les ministres et la DG nous abreuvent régulièrement de remerciements par messages et vidéos diffusés sur les canaux de communication officiels que sont les messageries professionnelles et l'intranet. À les écouter nous sommes formidables et nous fournissons un travail remarquable, d'autant plus que la situation est catastrophique depuis un an. Mais les agents des Finances Publiques ne supportent plus ces discours, quand d'un autre côté, les gouvernements successifs et la DG s'emploient à scier la branche sur laquelle nous sommes assis, tout en continuant à réduire nos effectifs à un stade qui a déjà largement dépassé le seuil critique. Les documents préparatoires fournis pour ce CTL ont beau nous parler de gains de productivité liés à la dématérialisation, aux services numériques, aux simplifications et aux nouveaux outils juridiques, pour justifier les nouvelles suppressions d'emplois, mais les faits sont là et ils sont têtus : les charges de travail augmentent sans cesse alors que la force de travail elle, diminue inexorablement, rendant impossible l'exercice de nos missions dans des conditions normales.

Nous nous passerons de commentaires au sujet de l'exposé des autres méthodes fumeuses sur lesquelles sont assises ces compressions d'effectifs comme: «les reprises d'emplois fléchés», «la contribution proportionnelle», «le correctif charges et enjeux», «le correctif environnemental» et enfin, la toute dernière qui vient de sortir, «les opérations de rebasage du TAGERFIP»... La CGT Finances Publiques 78 dénonce depuis des années les vacances d'emplois et demande à ce qu'elles soient pourvues. Mais avec le «rebasage», la DG a trouvé une solution plus radicale: les supprimer du tableau des emplois pour remettre les «compteurs à zéro».

Dans un même temps, le gouvernement a décidé de transférer les missions fiscales de la Douane vers la DGFIP, mais sans aucun emploi supplémentaire dans ce cas ! Ces suppressions d'emplois dogmatiques, décidées par le gouvernement sont la cause principale des restructurations, évolutions et dégradations de nos conditions de travail. Et l'on tente de cacher la misère par des néologismes tels que NRP ou des notions telles que la relocalisation en nous expliquant que tout cela permettra un meilleur service aux usagers. Mais tout cela est mensonger et vous le savez sans doute aussi bien que nous. Personne ne sort gagnant des politiques budgétaires successives qui ont frappé notre administration ces 15 dernières années.

Ces suppressions d'emplois, associées aux réformes, n'ont fait qu'affaiblir et éloigner le service aux usagers, alors que ceux-ci en expriment un besoin croissant.

Pour les agents, qui malgré d'indéniables qualités et un engagement sans faille, les manques évidents de moyens humains et matériels, se voient empêcher d'accomplir pleinement toutes leurs missions.

Le cri d'alerte que constituent les résultats des observatoires internes publiés chaque année en sont le témoin criant.

La CGT FP 78 exige l'abandon des restructurations et le renforcement en moyens humains et budgétaires pour permettre à la DGFIP de continuer à exercer ses missions de service public.

Aucun État ne peut prétendre préserver ses moyens d'action sans une administration fiscale, économique et financière forte, dotée des moyens nécessaires à son bon fonctionnement.